

## **Séance ordinaire du samedi 4 juillet 2020**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le quatre juillet, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Hors Délégation**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### **Absents / Excusés :**

## **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration**

Monsieur le Maire rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L.123-6 et R.123-7 du Code de l'action sociale et des familles, et aux statuts de cet établissement public, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) par au maximum 8 élus municipaux et 8 membres issus de la société civile, en plus du Maire, Président de droit.

Il est proposé de fixer à 8 élus municipaux et 8 membres issus de la société civile le nombre des administrateurs du CCAS de la Ville de Montpellier.

Les élus représentant le Conseil municipal sont élus par celui-ci, lors d'un scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les administrateurs représentant la société civile sont quant à eux nommés par arrêté du Maire, après réception de candidatures faisant suite à un avis de publicité de 15 jours minimum, et représentant quatre catégories d'associations :

- les associations de personnes âgées et de retraités ;
- les associations de personnes handicapées ;
- les associations œuvrant dans le secteur de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion ;
- les associations familiales désignées sur proposition de l'Union Départementale des Associations

Familiales (UDAF).

A la suite du renouvellement de l'assemblée délibérante et de l'élection du Maire et des Adjoints, il convient donc de procéder à la désignation des 8 représentants élus au sein du Conseil d'administration du CCAS.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de fixer à 8 élus municipaux et 8 membres issus de la société civile le nombre des administrateurs du CCAS de la Ville de Montpellier ;
- de procéder à l'élection des représentants au sein du Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale ;
- d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire propose de procéder au vote pour les représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Monsieur le Maire propose la liste 1 :

1. Michel CALVO
2. Emilie CABELLO
3. Jean-Dominique DELAVEAU
4. Fatma NAKIB
5. Yves BARRAL
6. Caroline DUFOIX
7. Flora LABOURIER
8. Nadia AKIL

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI propose la liste « Montpellier la citoyenne » :

1. Luc ALBERNHE
2. Stéphanie JANNIN
3. Mustapha MAJDOUL
4. Isabelle MARSALA
5. Philippe SAUREL
6. Joëlle URBANI
7. Abdi EL KANDOUSSI
8. Patricia MIRALLES

**1er tour de scrutin**

Présents (émargement) : 65

Votants : 65

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 0

Suffrages exprimés : 65

**Suffrages obtenus :**

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire : 54 voix

Liste « Montpellier la citoyenne » proposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : 11 voix

**Attribution des sièges au quotient électoral :**

Calcul du quotient électoral :  $65 / 8 = 8.125$

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire :  $54 / 8.125 = 6.646$ , soit 6 sièges.

Liste « Montpellier la citoyenne » proposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :  $11 / 8.125 = 1.354$ , soit 1 siège.

7 sièges sont ainsi attribués.

**Attribution du siège restant au plus fort reste :**

Liste 1 proposée par Monsieur le Maire :  $54 - (8.125 \times 6) = 5.25$

Liste « Montpellier la citoyenne » proposée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :  $11 - (8.125 \times 1) = 2.875$

La liste 1 proposée par Monsieur le Maire obtient le plus fort reste, soit 1 siège.

**Sont donc élus :**

1. Michel CALVO
2. Emilie CABELLO
3. Jean-Dominique DELAVEAU
4. Fatma NAKIB
5. Yves BARRAL
6. Caroline DUFOIX
7. Flora LABOURIER
8. Luc ALBERNHE

Monsieur le Maire proclame ces résultats et prononce la clôture des opérations de vote.

**Fait à Montpellier, le 8 juillet 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 10 juillet 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200704-133466-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 10/07/20  
Réception en Préfecture : 10/07/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.